

La Renaissance des communs

David Bollier

Editions Charles Léopold Mayer

janvier 2014

240 pages, 19 €

On parle beaucoup de biens communs, de biens publics aussi, parfois de biens communs de l'humanité, et même de bien commun (au singulier). Autant de notions liées, ou proches, que plusieurs livres sortis récemment s'efforcent de préciser. *La Renaissance des communs* s'appuie lui sur le renouveau d'intérêt du concept pour en clarifier le sens, l'histoire, les domaines d'application; et pour montrer ce que les communautés humaines peuvent en retirer dans une alternative au tout marché, et au tout-Etat.

Si le terme, avec celui d'enclosures, fleurait bon jusque-là le Moyen Age et le XVII^e siècle anglais, le prix Nobel d'économie attribué en 2009 à Elinor Ostrom pour ses travaux lui a redonné vie et actualité, en montrant comment la supposée «tragédie des communs» n'était qu'un slogan à la gloire du marché, seul mécanisme capable, bien entendu, de gérer efficacement les ressources rares.

Aujourd'hui, la renaissance des communs vient autant de l'intérêt de redécouvrir des modes de gestion oubliés ou détruits par le système économique dominant, que de l'alternative que ce concept semble ouvrir face à un marché qui montre ses limites dans sa capacité à gérer durablement notre avenir. C'est aussi une ouverture sur la possibilité et l'efficacité de l'action collective: car un commun, c'est une ressource + une communauté + des règles sociales. Un mode d'autogestion, qui permet la satisfaction des besoins et une gestion responsable et collective, qui porte une dimension humaniste, éthique, en rupture avec l'économisme et l'individualisme dominants. Le chapitre concernant les communs de la connaissance (logiciel libre, archives ouvertes,



etc.) montre aussi l'actualité du concept, et la capacité du «bien commun» de s'imposer, parfois, face au marché.

A travers l'histoire des communs, l'auteur éclaire comment la propriété privée, d'instrument libérateur par rapport au monarque et au seigneur, a été «récupérée» par le système capitaliste naissant pour servir l'extension du marché à toute production et à tout échange. Malgré quelques points insuffisamment développés, par exemple l'articulation des communs, du droit et de l'Etat dans nos sociétés, ou de la capacité du modèle à gérer des biens mondiaux (climat, biodiversité), on est conquis par la plaidoirie, l'analyse historique, et l'enthousiasme de l'auteur quand il nous assure que «les communs nous donnent les moyens de ré-imaginer l'univers et notre place en son sein».

Jean-Louis Galzin,
membre du Comité
central de la LDH



Des harkis envoyés à la mort

Fatima Besnaci-Lancou

Les éditions de l'Atelier

mars 2014

221 pages, 22 €

L'auteure de cet ouvrage, Fatima Besnaci-Lancou, est devenue historienne en se plongeant dans cette page de l'Histoire. Le métier qu'elle avait exercé jusque-là, après avoir grandi en France et y avoir fait ses études, était sans rapport avec cette Histoire. Elle y était arrivée, enfant, avec une partie de sa famille qui avait dû quitter l'Algérie indépendante contre sa volonté, en raison des massacres dont des ascendants avaient été victimes. Mais, en 2001, les déclarations du président algérien Bouteflika, comparant les harkis de la guerre d'Algérie aux colabos français de 1940-1945, l'ont profondément choquée, car tous les récits recueillis dans sa famille, où certains avaient été maquisards

et d'autres enrôlés comme supplétifs, lui avaient montré combien ce parallèle était simpliste et fallacieux. D'où plusieurs livres sur le sujet, dont *Fille de harki* (2003) et *Les Harkis dans la colonisation et ses suites* (2008), et un numéro de la revue *Les Temps modernes* qu'elle a codirigé en 2011. Celui-ci porte sur un point aveugle de l'historiographie, le sort des dizaines de milliers de ces supplétifs abandonnés par la France et emprisonnés en Algérie, au lendemain des accords d'Evian du 18 mars 1962 accordant au peuple algérien son indépendance. Aucune étude, jusqu'ici, n'avait porté sur leurs conditions de détention, le nombre des morts parmi eux.

A partir de la consultation des archives inédites de la mission qu'effectua le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans l'Algérie indépendante entre février et septembre 1963, et sur les témoignages des rescapés de cette tragédie, elle révèle les conditions dans lesquelles de nombreux anciens harkis ont été torturés et massacrés, au mépris des accords d'Evian et des conventions internationales. Des milliers d'entre eux, affectés au déminage des barrages de la ligne Challe à la frontière avec le Maroc, et de la ligne Morice à celle avec la Tunisie, sont morts lors de ces travaux forcés, du fait des mines antipersonnel abandonnées par l'armée française. Ce livre montre la reproduction de la violence par le nouveau régime sur les lieux mêmes où elle avait été infligée par la puissance coloniale. Au terme d'une colonisation meurtrière, ces hommes ont été victimes de crimes d'Etat perpétrés par la France comme par l'Algérie, sans oublier la lourde responsabilité des jusqu'au-boutistes de l'Algérie française, qui ont combattu tous les efforts de transition pacifique vers l'indépendance.

G. M.